

Honte au maire de Wissous, l'eau est un droit humain !

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Mercredi, 31 Juillet 2013 15:00

Depuis début juillet, le campement de familles Roms de la ZAC des Hauts de Wissous subissent une précarité en eau de plus en plus forte. Le responsable ? C'est le maire (PS) de Wissous, dans l'Essonne, Régis Roy-Chevalier qui a fait couper les accès à l'eau dont ils disposaient.

Dans cette zone industrielle, cinq bornes incendie apportent la ressource en eau. Faute de la part de la mairie d'avoir pris les dispositions pour leur apporter les solutions sanitaires nécessaires, les familles s'approvisionnent depuis un an sur ces points d'eau. Mais le 6 juillet dernier, trois de ces cinq bornes ont été fermées par la municipalité. Une quatrième vient d'être asséchée le 24 juillet. La dernière borne se trouve à 1 kilomètre du camp.

Le Parti de Gauche ne peut que condamner cette attitude irresponsable de la part de la municipalité de Wissous. Cent cinquante vies humaines, dont un tiers d'enfants, et la santé des familles présentes sont en jeu.

Il y a un an, ces familles Roms avaient déjà du quitter Massy à la suite d'un incendie ayant ravagé leur campement.

Pourtant, l'accès à l'eau est un droit humain !

Alors que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) reconnaît implicitement le droit à l'eau et à l'assainissement dans ses articles 11 et 12.

Alors que le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu l'accès à une eau de qualité et à des installations sanitaires comme étant un droit humain.

Alors que le Code de l'action sociale et des familles dans son article L115-3 dispose que « *toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, au regard notamment de son patrimoine, de l'insuffisance de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services*

Honte au maire de Wissous, l'eau est un droit humain !

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Mercredi, 31 Juillet 2013 15:00

téléphoniques dans son logement. »

On ne peut tolérer que des élu-e-s responsables laissent des gens, quelque soient leurs origines ou leurs catégories sociales, dans une telle précarité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Le Parti de Gauche dénonce l'attitude électoraliste des élu-e-s qui ne cherchent qu'à capter un électorat aux idées nauséabondes de haine et de rejet des Rroms. On apprend par ailleurs que l'accès aux activités de la manifestation Festiv'Eté, qui propose aux jeunes de la commune des jeux autour de plans d'eau et de structures gonflables, a été refusé aux enfants Rroms.

Le Parti de Gauche réitère son attachement à la reconnaissance de l'accès à l'eau et à l'assainissement comme étant un droit humain inaliénable pour qui que ce soit.

Le Parti de Gauche condamne ces actes de stigmatisation et d'agression envers des familles qui ne demandent qu'à s'intégrer et à vivre le plus dignement et sereinement possible.